



# Le troisième déficit des États-Unis

Un des thèmes récurrents évoqués par les commentateurs de la situation économique des États-Unis est celui de ses déficits chroniques et de leur interrelation : le déficit budgétaire et le déficit commercial, les « déficits jumeaux ». En 2006, le déficit du budget atteint 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) ; et celui du commerce extérieur, 5,8 %. Jumeaux, faux jumeaux ? Dès la décennie 1980, les tenants des « finances saines » ont fait le lien entre ces deux déséquilibres. La relation de cause à effet était établie : l'excès des dépenses budgétaires expliquait, à leurs yeux, l'excès des importations sur les exportations. Il apparaissait que les États-Unis, au premier chef leur État, dépensaient au-dessus de leurs moyens. Les mécanismes sont, cependant, plus complexes, car l'envolée des dépenses de l'État se double de l'emballage de celles des ménages. Avec le néolibéralisme, ceux-ci ont perdu graduellement leur capacité d'épargner. Les dépenses budgétaires ne sont pas seules en cause.

Ces déficits requièrent un financement croissant de la part des non-résidents, c'est-à-dire des actions et des titres de crédit (bons du trésor, obligations, crédits bancaires...) émis par des agents étatsuniens et détenus par le reste du monde (« titre de crédit » renvoie ici à « dette extérieure »). Alors que le pays tire des flux de revenus - dividendes et intérêts - de ses investissements dans le reste du monde, il doit également lui verser dividendes et intérêts.

Il y a ainsi du nouveau. Pour la première fois, en 2006, est apparu un nouveau déficit, lié aux précédents. Encore petit, mais prometteur. *Les flux de revenus financiers que les États-Unis ont dû payer au reste du monde sont supérieurs à ceux qu'ils ont reçus.* Et il ne s'agit pas d'un petit nuage dans un ciel serein, mais de l'aboutissement d'une tendance lourde. L'excédent antérieur s'est graduellement effrité depuis les commencements du néolibéralisme. Bien que ce « troisième déficit » reste petit, moins de 0,1 % du PIB en 2006, il témoigne d'une dégradation continue à partir d'un excédent de 1,2 % en 1979. Des déficits « triplés » donc. Il faut bien situer ce « troisième déficit » dans le contexte général de l'impérialisme étatsunien. Les flux de revenus tirés du reste du monde sont - ou étaient - au centre du dispositif. Ils se combinaient au bas prix des matières premières, à l'importation des cerveaux, etc. Tous ces mécanismes fonctionnent en faveur du pays le plus avancé. Mais justement : la pompe à tirer des revenus du reste du monde refoule depuis 2006.

Derrière ces mécanismes, on peut identifier une situation paradoxale. Le « grand impérialisme » étatsunien possède sur le monde des avoirs colossaux. Mais, au terme de l'accumulation de ces déficits, le reste du monde détient des titres émis par des agents étatsuniens « doubles » des précédents. À chaque dollar étatsunien investi dans le monde, correspondent deux dollars d'investissements du reste du monde aux États-Unis. Fort heureusement pour ce pays, un investissement extérieur étatsunien obtient un rendement environ deux fois supérieur à celui que reçoit un investissement étranger aux États-Unis, sinon le troisième déficit serait abyssal.

Qui se prête ainsi à ce jeu du financement des dépenses étatsuniennes, qui en perçoit la rémunération ? La Chine, lit-on dans la presse. Certes, mais le visage du nouveau venu ne doit pas cacher les vieilles têtes.

On ne sait pas dans quelle mesure chaque région du monde contribue à ce financement externe (on ignore la *masse* des avoirs), mais on connaît les flux de revenus payés par les États-Unis, ce qui en donne une idée indirecte. Sur les flux totaux de dividendes et intérêts que les États-Unis doivent désormais payer au reste du monde, l'Europe perçoit près de la moitié (48 % du total en 2006) ; vient derrière la zone « Asie-Pacifique » (23 %) ; ensuite, l'Amérique latine (20 %). Mais ces différentes régions du monde n'interviennent pas de la même manière. Du total des flux de dividendes et d'intérêt versés à l'extérieur par les États-Unis au titre des investissements directs étrangers (les filiales des sociétés transnationales), l'Europe reçoit 65 %. Ce chiffre élevé témoigne des interrelations étroites que les grandes sociétés états-

**À chaque dollar étatsunien investi dans le monde, correspondent deux dollars d'investissements du reste du monde aux États-Unis.**

uniennes et européennes ont tissées à travers l'Atlantique. C'est donc d'abord l'Europe qui fait des investissements directs aux États-Unis. Symétriquement, la zone « Asie-Pacifique », essentiellement l'Asie, bénéficie de 62 % des intérêts payés par l'État. Cette région du monde apparaît donc comme le principal financeur du déficit budgétaire du pays. Et c'est là que la Chine commence à jouer un rôle important. Sur ces 62 %, 21 % vont en Chine, soit environ le tiers. Et on ne sera pas surpris de lire que 30 %, soit environ la moitié, vont à des investisseurs japonais.

Les données sont extraites de U.S. International Transactions et National Income and Product Accounts Tables (Bureau of Economic Analysis).

\* Directeur de recherche au CNRS.